

pages 2 - 3

Agenda et interventions

page 4

Focus - Défendre toute la
filière automobile

page 5

Focus - Partir en retraite
dans la dignité

pages 6 - 7

Territoires et services publics

page 8

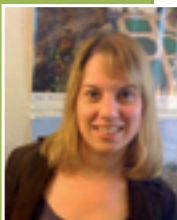
Territoires et aménagement
Rencontres
Mémento

Comment me
joindre et être au
courant de mes
activités ? — □

Permanence à Audincourt :
Hôtel de Ville
8 avenue Aristide Briand
25400 Audincourt
Christiane Decourbey
03 81 35 47 95
06 72 27 74 76
martial.bourquin@orange.fr



Permanence à Paris :
Sénat
15 rue de Vaugirard
75006 Paris
Olivia Le Morvan
01 42 34 47 76
06 81 69 29 06
m.bourquin@senat.fr



Vous pouvez retrouver l'intégralité de
mes interventions sur mon blog
www.martial-bourquin.com ainsi que
sur le site du Sénat www.senat.fr

Éditorial

La défense des services publics : une priorité

Cher(e) collègue

Voilà maintenant plus de six mois que vous m'avez élu pour vous représenter au Sénat. J'envisage ce mandat avant tout comme une grande responsabilité, responsabilité dont je mesure d'autant plus l'ampleur que je suis aussi un élu de proximité, soucieux d'être écouté et de trouver des solutions concrètes pour le bien-être de mes administrés.

C'est dans cet esprit que je me considère comme le relais permanent et attentif de tous les élus, dans leur diversité, élus ruraux, élus citadins, dans le respect des sensibilités politiques de chacun.

C'est dans cet esprit également que j'ai à cœur de mettre en œuvre les engagements que j'ai pris envers vous et en particulier un attachement viscéral aux services publics de proximité. Sachez que j'y consacre beaucoup d'énergie et de convictions à témoigner et expliquer que plus que jamais, les services publics constituent des repères pour nos concitoyens et qu'il est indispensable d'en préserver le réseau et leur qualité. Si je suis ouvert aux propositions de modernisation de ceux-ci, je n'admets pas le départ pur et simple de services d'État au nom d'une application aveugle de la RGPP. Là où l'État se désengage, parfois de façon subreptice, j'y vois un abandon de nos territoires que je ne peux que dénoncer avec la plus grande fermeté. Il s'agit bien d'un combat moderne, économiquement efficace, profondément humain.



Soucieux d'être le relais de tous les élus du Doubs, je n'en suis pas moins un homme de valeurs, que je tâche de faire vivre au Sénat. La solidarité, la justice sociale, la démocratie et le dialogue, ne sont pas que des principes et doivent être concrétisés au jour le jour. Et ceci d'autant plus que nous sommes confrontés, dans le Doubs plus qu'ailleurs, à une crise économique et sociale sans précédent.

Comme vous, je n'ai pas cessé durant ces derniers mois de soutenir les salariés en situation de chômage partiel ou menacés de licenciement, l'ensemble de la filière automobile bien sûr, les petites entreprises très durement touchées par la crise et la frilosité des banques, ainsi que les pré-retraités qui se sont vu amputer au 1er janvier 2009 de l'Allocation équivalent retraite... autant de situations sociales et humaines que j'ai relayées sans relâche au Sénat.

J'ai le souci d'être un sénateur très actif et j'espère que la lecture de ce journal vous en convaincra. Je serai ravi de pouvoir recueillir vos commentaires et en discuter directement avec vous. Ceci n'est pas une parole en l'air. Car je suis intimement persuadé que je ne serai vraiment efficace dans l'accomplissement de mon mandat qu'avec votre concours.

Très sincèrement,

Agenda

Interventions

Depuis le 1^{er} octobre 2008, je partage mon emploi du temps entre le mardi, le mercredi et le jeudi, une semaine sur deux, au Sénat, chaque fin de semaine et le lundi dans le Doubs. Les nouvelles technologies aidant, je ne suis jamais loin de ma circonscription.

□ Octobre 2008

Début de la 13^e session parlementaire.

Je siège parmi les rangs du groupe socialiste, rattachés et apparentés qui compte au total 116 membres.

J'appartiens à la **Commission des Affaires économiques**. Cette commission examine tous les textes de loi concernant l'agriculture, le logement, le développement économique, l'artisanat, mais aussi les transports, l'industrie, l'environnement et l'aménagement du territoire.

□ Novembre 2008

J'interviens dans le débat sur la pratique des crédits hypothécaires. Je souhaite notamment faire valoir que « **notre responsabilité d'élus aux prises avec les difficultés sociales est non pas de promouvoir à marche forcée la France des propriétaires mais de prévenir la France de l'endettement maximum** ».



Au congrès des maires fin novembre, le Sénat accueille sur son stand une trentaine de maires du Doubs que j'ai grand plaisir à saluer avec Claude Jeannerot.

Je suis également intervenu par voie de question écrite en faveur d'un réexamen de l'**attribution de la carte d'ancien combattant**.

□ Décembre 2008

Je me mobilise en séance publique **contre la suppression des RASED**. De nombreuses communes du Doubs avaient pris une délibération pour soutenir ces enseignants et psychologues si importants dans la lutte contre l'échec scolaire. Je les en remercie vivement.

Je soutiens une proposition d'amendement demandant une **augmentation significative du budget de l'enseignement technique agricole** ainsi que des **maisons familiales rurales**.

Je réponds à une sollicitation d'artisans inquiets et m'oppose à l'**ouverture d'hypermarchés alimentaires le dimanche matin**, susceptibles de mettre à mal l'énergie des élus pour dynamiser leur centre-ville et soutenir leurs petits commerces.

Alerté par la détresse de familles du département, je demande également par une question écrite des explications sur le **dysfonctionnement de l'agence française d'adoption**.

J'interviens dans le débat sur le budget européen et demande en particulier le **doublement du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation** qui s'avère très insuffisant en temps de crise.



En tant que membre du groupe de coopération parlementaire France-Suisse, j'ai l'honneur de rencontrer en janvier 2009, madame la présidente du Conseil national suisse, lors de sa visite au Sénat

□ Janvier 2009

Je pose une question au gouvernement sur la crise économique et l'absence de mesures importantes du **plan de relance gouvernemental en faveur de l'automobile**. « *Lorsqu'on garde une voiture plus de dix ans, c'est non pas par choix, mais parce que l'on ne peut pas en acquérir une neuve ! Si vous voulez que nos concitoyens puissent acheter un véhicule neuf, il faut leur donner du pouvoir d'achat* ».



Le 20 janvier, je suis très fier de féliciter les lauréats franc-comtois du concours des meilleurs apprentis de France qui étaient invités au Sénat.



En visite dans une usine de fabrication de voitures électriques à Québec.

□ Février 2009

Madame la **Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche** répond à une question écrite que je lui ai adressée concernant l'avenir des IUT et leurs moyens de subsister et de se développer à l'avenir.

Je reste très vigilant sur ce sujet.

J'interviens dans la discussion relative à la **réforme de la constitution** et notamment du projet du gouvernement de restreindre la possibilité pour un parlementaire d'amender un texte de loi.

Le 19 février, avec mon collègue **François Patriat**, sénateur de Côte d'Or, nous nous exprimons de concert sur le projet de loi **organisation et régulation du transport ferroviaire** qui ouvre à la concurrence le transport international de voyageurs. Nous mettons en avant que ce texte ne tient absolument pas compte de toutes les évolutions de notre société sur le plan environnemental.

□ Mars 2009

Voyage d'étude à Québec pour établir des ponts, des coopérations techniques, universitaires, technologiques.

12 mars : Je deviens membre de la mission d'information commune sur la politique en faveur des jeunes.

19 mars : Très forte mobilisation des forces sociales et politiques à laquelle je prends part.

26 mars : Nous recevons avec Claude Jeannerot, le bureau de l'association des maires ruraux. Nous parlons services publics, statut de l'élu, compétences des maires sans oublier de visiter le Palais du Luxembourg, siège du Sénat.



Avec le bureau de l'association des maires ruraux.

FOCUS



Avec les salariés de Key Plastics

□ Défendre toute la filière automobile

Depuis octobre 2008, les ventes de véhicules ont baissé de façon très significative, engendrant une crise en cascade dans toute la filière automobile.

J'ai multiplié les interventions pour défendre les salariés en situation de chômage partiel ou victimes de plans sociaux mais aussi les petites entreprises de l'ensemble de la filière.

J'ai présenté en janvier, avec mon collègue **Pierre Moscovici**, une contribution sur l'avenir de l'automobile pour faire valoir la spécificité de notre département, contribution que nous avons fait parvenir au Ministre de l'Industrie lors des **États Généraux de l'Automobile** le 20 janvier. Nous insistons dans cette contribution sur des mesures d'avenir en faveur de la voiture de demain : un engagement massif en faveur de la formation professionnelle, promouvoir des pôles d'ingénierie, investir dans la recherche développement et en particulier pour les PME.

Pour relancer la possibilité pour nos concitoyens d'acheter un véhicule, je suis intervenu dès le mois de novembre pour demander l'instauration d'une prime à la casse. Je

demande très tôt que le gouvernement fasse pression sur les banques pour qu'elles prêtent à des taux non prohibitifs aux particuliers comme aux petites entreprises. J'ai défendu lors de la discussion sur le **Grenelle de l'Environnement** en janvier un amendement proposant un prêt à taux zéro pour l'achat de véhicules écologiques.

Je m'inquiète également de la réalité des contreparties sociales, environnementales ou des engagements en terme de maintien des sites qui sont demandés aux entreprises du secteur automobile qui vont recevoir de l'argent ou des prêts de l'État.

En février, je suis devenu vice-président du **Groupe d'études du Sénat sur l'automobile**.

Le 26 mars, j'interviens lors du débat sur la situation des équipementiers au cours duquel je défends l'ensemble de la filière automobile et demande l'instauration d'un nouveau pacte entre constructeurs et équipementiers.

A la suite de ce débat, je dépose une proposition de résolution demandant une commission d'enquête pour contrôler les aides publiques à l'automobile.

FOCUS



Le collectif AER (Photo C. Pacek)

□ Partir en retraite dans la dignité

En novembre, nous recevons à ma permanence d'Audincourt des personnes qui venaient d'apprendre qu'elles ne toucheraient pas l'**allocation équivalent retraite** (AER), supprimée par le gouvernement le 1er janvier 2009. Nous avons appris qu'ils étaient plusieurs dizaines dans ce cas dans le département et 65 000 en France. Autour de Monique et Chantal, deux ex-salariées des équipementiers locaux, un Comité de Défense s'est constitué et plus de 100 personnes y ont adhéré. J'ai déposé deux questions écrites, envoyé deux courriers aux ministres concernés, pour alerter et demander le rétablissement de l'AER.

Le 30 avril, je pose une question au gouvernement sur ce thème. Voici un extrait de mon intervention.

« En maintenant la suppression de cette allocation, vous jetez ces salariés dans la plus injuste et incompréhensible précarité. La situation de ces jeunes retraités affectés par la mesure est en effet loin d'être reluisante.

Alors que l'AER est effectivement supprimée, des entreprises continuent à proposer à ces salariés en

fin de carrière des départs volontaires, évitant ainsi le recours à de coûteux plans sociaux, en leur laissant croire qu'ils vont toucher l'AER à la fin de leurs trente-six mois d'indemnisation ASSEDIC. Personne ne les a dissuadés, personne ne les a alertés : ni les entreprises, ni les ASSEDIC, ni les directions de l'emploi, qui étaient au fait des propositions de départs volontaires.

... Est-ce une manière digne de remercier des personnes qui ont travaillé toute leur vie dans des conditions parfois difficiles ?

Je vais donc aller droit au but, monsieur le ministre. Comptez-vous réparer cette grave erreur et rétablir l'AER sans attendre ? »

Brice Hortefeux, Ministre du Travail, m'a indiqué que l'AER serait prolongée jusqu'à la fin de l'année 2009. Je poursuis actuellement mon action pour que l'AER soit rétablie définitivement.

Si vous voulez m'aider à poursuivre mon action, n'hésitez pas à me laisser un message sur mon blog.

Territoires

Services publics

FOCUS

Défense des services postaux

Pour la présence des services de La Poste

Membre très actif de la commission départementale de présence postale, je reste attentif au jour le jour à la présence de la Poste dans nos communes, dans nos quartiers. Attention que je relaie également au Sénat.

Jean-Paul Bailly, Président de la Poste était auditionné par la Commission des Affaires économiques en février dernier, audition au cours de laquelle j'ai fait valoir l'inquiétude des élus face à la disparition des services postaux. Le projet de loi concernant le changement de statut de la Poste sera vraisemblablement examiné à l'automne.



Énergie - Environnement

□ Fermeture des boutiques d'accueil EDF

Depuis l'ouverture du marché de l'énergie, EDF a procédé à une vaste réorganisation des agences d'accueil et a réduit notablement le nombre de ses structures. Au nom des économies de gestion, plusieurs agences seront fermées dans le Grand Est. Il n'est pas acceptable de voir disparaître les services de proximité pénalisant nos concitoyens. C'est donc au **Ministre de l'Écologie et de l'Énergie** que j'ai demandé quelles étaient les mesures qu'il comptait prendre pour éviter les fermetures et les regroupements.



□ Raccordements des réseaux électriques

Je suis intervenu à la demande d'élus du Doubs et du SYDED pour obtenir des éclaircissements sur le financement des raccordements aux réseaux électriques. Le **Ministre de l'Écologie** m'a indiqué qu'un groupe de travail devait justement préciser les responsabilités de chacun.

□ TNT

J'ai défendu la présence partout sur notre territoire de l'accès à la **télévision numérique terrestre (TNT)**.

Sécurité

□ Police nationale et Gendarmerie

Suite à l'annonce de la diminution des effectifs de Police nationale, notamment sur le Pays de Montbéliard, j'ai défendu, avec **Pierre Moscovici**, Député et **Jacques Hélias**, Conseiller général, auprès de **Madame la Ministre de l'Intérieur** la nécessité de maintenir une présence des forces de l'ordre suffisante. Ces réductions d'effectifs tendent à transférer sur les polices municipales une grande partie de la responsabilité de la sécurité, ce que les communes ne peuvent admettre et assurer au risque de ne pas pouvoir garantir le niveau de sécurité auquel les citoyens peuvent légitimement aspirer.

□ Points d'Accueil Retraite, CAF et CPAM du Doubs menacés

Certains élus du département, dont je fais partie, ont découvert avec stupeur, au 1er janvier, que le **Point Accueil Retraite** installé sur leur commune n'assurait plus les permanences et était bel et bien fermé, renvoyant les usagers sur les centres urbains. J'ai immédiatement déposé une question écrite demandant à Monsieur le Ministre du Travail, de la Famille et de la Solidarité d'intervenir pour éviter la suppression de ce service de proximité.

Dans la continuité de cette action, je suis intervenu **contre la fusion des Caisses d'Allocations Familiales et des Caisses Primaires d'Assurances Maladies du Doubs**. En séance de question orale, **Bernard Laporte** m'a confirmé que le projet de fusion des CPAM était maintenu mais que celui de la CAF était en discussion. Voilà la réponse que je lui ai apportée :

« S'agissant des CPAM, je voudrais souligner que l'on ne peut pas demander aux élus d'en faire plus, d'investir et d'économiser encore plus, et leur enlever dans le même temps des services publics. C'est un coup de canif dans le contrat passé entre l'État et les collectivités locales ! Nous sommes dans une région très fortement dominée par l'automobile ; nous avons perdu plusieurs milliers d'emplois

Social - Familles



La Caisse Primaire d'Assurance Maladie et la Caisse d'Allocations Familiales de Montbéliard concernées par le projet.

en quelques mois et nous avons besoin de ces emplois de service. Il est temps de revoir votre copie sur les CPAM. Et ne parlons pas de rationalisation : un département de 120 kms de long mérite 2 caisses primaires d'assurance maladie, comme il y en a toujours eu historiquement ! ».

□ Planning familial

Inquiet pour l'avenir des établissements d'information, de consultation et de conseil familial dont les crédits sont en diminution constante, j'ai déposé une question écrite sur les moyens consacrés en 2009 et 2010 pour la pérennité de leurs missions. Pour mémoire, le **Centre d'Information et de Consultation sur la Sexualité** (CICS) de Besançon accueille annuellement plus de 2 600 personnes pour des consultations et des informations et reçoit plus de 7 000 appels. L'absence de moyens nécessaires mettra inévitablement en péril l'avenir de ces structures, pourtant si sollicitées par les jeunes et les familles.

Éducation

□ Collège de St-Hippolyte

Alerté par les élus du canton de Saint-Hippolyte et les parents d'élèves du **projet de fusion des lycées de Saint-Hippolyte et de Pont-de-Roide**, j'ai immédiatement interpellé Mme le Recteur pour que ce projet soit retardé, voire annulé, cette fusion mettant en péril l'avenir des enfants concernés mais également l'avenir d'un territoire.

□ Collège de Seloncourt

Répondant à l'appel des équipes pédagogiques et des parents d'élèves mobilisés suite à l'annonce de la **suppression** du poste de **Conseiller Principal d'Éducation** et d'une **classe de 6e SEGPA**, nous avons initié ensemble la tenue d'un conseil d'administration extraordinaire afin d'être entendu par Mme le Recteur et défendre le maintien des postes, d'autant que le Conseil général a confirmé l'inscription des crédits pour la restructuration du collège.

Territoires

Aménagement

□ LGV Rhin-Rhône

Le 27 janvier, j'interviens sur le financement de la **ligne Belfort-Delle** lors d'une question orale.

La **ligne à grande vitesse Rhin-Rhône** doit voir le jour en 2011. « *Il est indispensable que les transports collectifs en lien avec cette nouvelle gare puissent être développés et adaptés(...). Or, la concrétisation de ce projet s'avère difficile car elle présente un important surcoût. Je sais que les collectivités locales vont s'engager financièrement. Je demande comment l'État va s'engager à leur côté* ».

Hubert Falco, secrétaire d'État à l'aménagement du territoire, me répond que le financement du surcoût méritera d'être discuté lors de la révision à mi-parcours du contrat de **projets État-Région**.

□ Dispositif Scellier

En février 2009, je m'oppose fermement, en compagnie de mon collègue **Claude Jeannerot** au projet de déclasser certaines agglomérations, dont Besançon, en zones qui ne seraient pas éligibles au **dispositif Scellier**, qui permet de favoriser fiscalement la construction et la location de logements neufs.

□ Vie rurale

A la demande de producteurs du Doubs très inquiets, j'interviens auprès de **Michel Barnier**, Ministre de l'Agriculture et de la Pêche au sujet du prix du lait. En février 2009, le ministre de l'agriculture me répond et renvoie à un bilan en 2010 pour évaluer l'impact de l'évolution des quotas laitiers. Sur le projet de nouveau zonage des Z.A.D., qui pénaliserait le monde agricole du Doubs, **Michel Barnier** m'informe que la mise en oeuvre n'interviendra qu'au programme 2014-2020.

□ Devenir de l'Office National des Forêts

Partenaire privilégié des collectivités, l'ONF voit son avenir menacé avec les réductions d'effectifs, l'externalisation de services et la création des agences travaux et bureaux d'études. Autant de mesures qui semblent amorcer concrètement la privatisation de certains secteurs d'activités. Conscient que cet établissement public est garant de l'équilibre de la politique forestière sur l'ensemble de notre territoire et que son maillage territorial permet par sa proximité une gestion de qualité de la forêt publique, j'attends que le Ministre du Budget réponde à ma demande de **préserver le fonctionnement de l'ONF**.

Les rencontres



Rencontre le 2 mai avec des représentants du Conseil municipal de Montperreux.

J'ai eu maintes fois l'occasion de rencontrer des élus lors de manifestations conviviales et instructives.

Remise de décorations aux élus de Montécheroux (Photo JM Alix)



Mémento

SAMEDI 11 JUILLET

Je vous invite, avec **Claude Jeannerot**, à une « **rencontre et échanges sur la Réforme des collectivités territoriales** », le samedi 11 juillet à Besançon, de 9h30 à 13h00, avec la participation de **Claude Mignot**, **Yves Krattinger** et **Pierre Moscovici**.

N'oubliez pas de vous inscrire.